



Permis d'environnement

Références : 23.01.09

COMMUNE DE CERFONTAINE

Séance du Collège communal en date du 21 décembre 2009 ;

Président : M. BOMBLED C., Bourgmestre-Président ;

Membres avec voix délibératives : M. CHABOTAUX A., HARDY F., Mme MILLE-

MULLEN D., Echevins ;

Secrétaire : BRUYER P.

Le Collège communal,

Préalablement à la discussion, le Collège, à l'unanimité, a reconnu l'urgence en vertu de l'article L 1123 – 22 du CDLD ;

Dès lors, la voix du président sera décisive en cas de partage ;

Vu la demande introduite en date du **14 août 2009** par laquelle la S.A. EBCF - Route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE -, ci-après dénommée l'exploitant, sollicite un permis d'environnement pour régulariser l'utilisation d'ULM sur le site de l'aérodrome de Cerfontaine dans un établissement situé Route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté royal du 25 mai 1999 fixant les conditions particulières imposées à l'admission à la circulation aérienne de certains aéronefs ultra légers motorisés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2003 autorisant pour un terme expirant le 20 septembre 2023, l'exploitation d'un aérodrome de tourisme ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu l'avis de la DGARNE-DNF SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE NAMUR, reçu par le fonctionnaire technique en date du **20 août 2009**, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **11 septembre 2009** au **25 septembre 2009** sur le territoire de la commune de CERFONTAINE, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations ;

Vu la synthèse des objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique réalisée sur le territoire de la commune de CERFONTAINE et concernant les thèmes suivants :

- *Nuisances sonores, environnementales (faune et flore) et nuisances sur la santé ;*
- *Une seule journée de mesure de bruit ;*
- *Pourquoi le S.P.W. prend-elle position avant la fin de l'enquête publique? ;*
- *Pas d'allusion sur le vol des propriétés privées ;*
- *Sécurité des usagers et des citoyens.*

Vu l'avis favorable du DÉPARTEMENT DE LA RURALITÉ ET DES COURS D'EAU - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL-SERVICE EXTÉRIEUR DE CINEY, envoyé le **10 septembre 2009**, rédigé comme suit :

"L'état de la piste d'atterrissage et les zones enherbées sont en parfait état.

AVIS FAVORABLE "

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGARNE-DNF SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE NAMUR, envoyé le **25 septembre 2009**, rédigé comme suit :

"Considérant que le projet se situe en zone agricole et en ZACC au plan de secteur ;

Considérant que ce projet jouxte le périmètre des sites Natura 2000 BE35026 "Massif forestier de Cerfontaine" et BE32033 "Sources de la Hante", lesquels ont été désignés notamment en raison de la présence d'oiseaux comme le Pic noir, le Pic mar, la Bondrée apivore et le Gobe-mouche noir ;

Considérant qu'il s'agit de la régularisation d'une autorisation d'exploiter de 2003 en raison de la mise en œuvre d'une activité supplémentaire sur l'aérodrome à savoir l'utilisation d'ULM ;

Considérant que le projet ne prévoit aucune construction supplémentaire et que de par sa nature, ce projet n'est pas susceptible d'impact sur la flore ou les habitats naturels, en ce compris au niveau des sites Natura susmentionnés ;

Considérant que l'impact de cette activité ULM au niveau de la faune est essentiellement lié au dérangement et accessoirement au léger risque de collision ;

Considérant que depuis 2003, divers types d'engins (hélicoptères, planeurs, para-moteurs, etc) survolent toute la zone dont les sites Natura mentionnés et que l'activité ULM ne modifiera pas fondamentalement cette situation pour autant que le survol des zones sensibles en matière de conservation de la nature et riche en avifaune ne se fasse pas à basse altitude ;

*L'avis du Département de la Nature et des Forêts est **favorable à ce projet à la stricte condition Que les ULM ne volent pas à basse altitude au-dessus des lisières et des massifs forestiers voisins (pas de survol à moins de 100 m de hauteur).**" ;*

Vu l'avis de la DGATLPE-SE-DIRECTION DE NAMUR-AMÉNAGEMENT ET URBANISME, envoyé hors délai - réputé favorable ;

Vu la demande d'avis à la DGO2-DEPARTEMENT DE L'EXPLOITATION DU TRANSPORT, en date du **31 août 2009**, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse - avis réputé favorable ; rédigé comme suit :

« En réponse à votre courrier du 28 août 2009, j'ai l'honneur de vous communiquer l'avis demandé.

Implantation de l'établissement:

Au plan de secteur de PHILIPPEVILLE-COUVIN (CE.M. n057/3), il est repris en partie en zone blanche et pour le surplus en zone agricole;

Dans le périmètre d'un SAR approuvé par Arrêté ministériel du 21/03/2008 et du 18/06/2008.

Considérant:

Qu'un permis d'exploiter pour un aérodrome de tourisme, routes des Lacs à 5630 Cerfontaine, a été accordé par l'Arrêté ministériel du 20/09/2003 ;

Que la demande vise la régularisation de l'aérodrome de Cerfontaine relatif à l'utilisation

d'ULM.

Avis: En ce qui concerne l'aménagement du territoire et l'urbanisme, l'exploitation de l'établissement en cause fait l'objet d'un avis favorable. »

Vu la demande d'avis à la DGARNE-CELLULE BRUIT, en date du **03 septembre 2009**, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse ;

Vu le rapport de synthèse favorable du fonctionnaire technique - Réf. Département des Permis et Autorisations : D3100/93010/RGPED/2009/7/GM/mcc - PE - transmis en date du 02 décembre 2009 à notre Collège communal et reçu en date du 03 décembre 2009 ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis d'environnement a été déposée à l'administration communale le **14 août 2009**, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique par envoi postal du **14 août 2009** et enregistrée dans le service de ce fonctionnaire en date du **17 août 2009** ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du **28 août 2009** par courrier du fonctionnaire technique et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que, en application de l'article 32, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée à l'exploitant et à notre Collège communal par courrier du fonctionnaire technique en date du **19 octobre 2009** ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à régulariser l'utilisation d'ULM sur le site de l'aérodrome de Cerfontaine ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 92.61.12.01, Classe 2

Implantation d'ulmodromes et utilisation d'aéronefs ultra légers motorisés tels que définis dans l'arrêté royal du 25 mai 1999 fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra légers motorisés

Considérant que la demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens

large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre Ier du Code de l'Environnement ;

Considérant que la régularisation du permis d'environnement de l'aérodrome de Cerfontaine relatif à l'utilisation d'ULM ajouterait des nuisances sonores et environnementales à celles déjà existantes depuis deux ans (parachutisme intensif, championnats para moteurs, moto planeurs, baptêmes de l'air en hélicoptère, week-end de voltiges aériennes,...) étant donné qu'il s'agirait d'une activité supplémentaire ;

Considérant également que les vols d'ULM sont des vols à basse altitude ;

Que l'avis favorable du D.N.F. à la stricte condition que les ULM ne volent pas à basse altitude au dessus des lisières et des massifs forestiers (pas de survol à moins de 100 mètres de hauteur) impliquerait que les ULM doivent survoler en priorité voire exclusivement les propriétés privées, gîtes ruraux, zones d'habitat touristique des Lacs de l'Eau d'Heure et des villages de Cerfontaine et Froidchapelle ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement ; que la population intéressée a pu dès lors recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ; que le projet ne devait donc pas être soumis à évaluation complète des incidences ; qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'était donc pas nécessaire ;

Considérant que la demande vise la régularisation d'un ulmodrome sur le site de l'aérodrome de tourisme de Cerfontaine ;

Considérant que le permis relatif à l'aérodrome de tourisme a été octroyé par arrêté ministériel en date du 20 septembre 2003 ;

Considérant que l'aérodrome se situe en zone blanche et en zone agricole au plan de secteur de PHILIPPEVILLE-COUVIN (CE.M. n057/3) ;

Considérant qu'une mesure de bruit a été effectuée en date du 13 avril 2009 ;

Considérant que les résultats de cette mesure, repris dans la note d'évaluation des incidences sur l'environnement, ne montre aucun dépassement des normes acoustiques préconisées ;

Par deux voix contre, dont celle de Monsieur le Président, et deux voix pour la régularisation du permis d'environnement de l'aérodrome de Cerfontaine relatif à l'utilisation d'ULM ;

A R R E T E

Article 1^{er}. La S.A. EBCF - Route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE **n'est pas autorisée** à étendre l'exploitation de l'aérodrome existant à l'utilisation d'ULM sur le site de Cerfontaine, situé Route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE.

Article 2. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

Article 3. Un recours auprès du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur et le fonctionnaire technique ;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

Article 4. Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 3, du livre 1er du code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

Article 5. La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
 - au demandeur, la S.A. EBCF, Route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE ;
 - au fonctionnaire technique du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement -

Département des Permis et Autorisations - Direction de Namur-Luxembourg,
Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- à la DGO2-DEPARTEMENT DE L'EXPLOITATION DU TRANSPORT,
Boulevard du Nord n° 8 à 5000 NAMUR ;
- au DRCE-DDR-SERVICE EXTÉRIEUR DE CINEY, Rue des Champs Elysées
n° 12 à 5590 CINEY ;
- à la DGATLPE-SE-DIRECTION DE NAMUR-AMÉNAGEMENT ET
URBANISME, Place Léopold n° 3 à 5000 NAMUR ;
- à la DGRANE-CELLULE BRUIT, avenue Prince de Liège n° 15 à 5100
JAMBES ;
- à la DGARNE-DNF SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE NAMUR,
Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;
- au DGARNE-DPC Services extérieurs-Direction de Namur, Avenue Reine Astrid
n° 39 à 5000 NAMUR ;

Article 6. La présente décision est enregistrée sous le numéro **13274** auprès de la Direction de Namur-Luxembourg du **Département des Permis et Autorisations**.

Fait à CERFONTAINE, le 21 décembre 2009

Signatures

Pour le Collège,

Le Secrétaire communal

Pascal BRUYER

Le Bourgmestre

Christophe BOMBLED